



Energie et climat : une nouvelle séquence s'amorce, en France et en Europe

Jean-Pierre Hauet,
Président du Comité scientifique
d'Équilibre des Énergies

Il y a 50 ans, quasiment jour pour jour, le monde était confronté au premier choc pétrolier et à un prix du pétrole qui, en quelques jours, passait d'un dollar le baril à plus de 10 dollars, soit quelque 45 dollars actuels. Le monde tremblait et la France subissait, en plus, une crise du gaz avec la panne de l'usine de liquéfaction de Skikda en Algérie. Immédiatement, le Gouvernement rationnait le gaz livré à l'industrie et aux centrales. Peu de temps après, l'Agence pour les économies d'énergie était créée, un grand programme nucléaire était lancé et le fioul domestique était rationné.

Le calme est revenu mais d'autres crises ont surgi et les hydrocarbures sont toujours au centre du jeu. La crise que nous traversons aujourd'hui est certainement la plus violente que nous ayons connue. Elle présente des analogies avec celle de 1973 et la France et l'Europe doivent redonner du poids aux préoccupations de sécurité d'approvisionnement et de souveraineté industrielle. Mais elle s'inscrit dans un contexte plus difficile : guerre en Ukraine et au Moyen-Orient, croissance économique qui vacille, précarité énergétique qui s'accroît et, surtout, contrainte climatique qui se fie des vicissitudes du moment.

La future loi de programmation énergie-climat devra trouver les bons équilibres : paix des braves entre tenants du nucléaire et des énergies renouvelables et, du côté des usages, priorité à la sobriété et à l'efficacité énergétique associées à des solutions bas-carbone

Fort heureusement, les progrès techniques ont ouvert en 50 ans de nouveaux espaces de redéploiement : le solaire et l'éolien sont parvenus à maturité, le nucléaire est devenu plus sûr et les petits réacteurs pointent leur nez, le CCS devient réalité et de nouveaux vecteurs neutres en carbone arrivent sur le marché : hydrogène, biogaz, SAF, carburants de synthèse, e-méthanol, etc.

La future loi de programmation énergie-climat devra trouver les bons équilibres : paix des braves entre tenants du nucléaire et des énergies renouvelables et, du côté des usages, priorité à la sobriété et à l'efficacité énergétique associées à des solutions bas-carbone.

L'électricité, par son caractère universel est destinée à connaître un développement majeur mais la place reste ouverte aux autres filières bas-carbone à la condition que chacune soit utilisée là où elle est la mieux adaptée. Il faudra à nouveau se méfier des effets

de mode et des emballages médiatiques. Il faut également tenir compte du temps long : le parc de logements, dont une grande part est en France de médiocre qualité, a besoin d'une rénovation profonde. Mais il s'est bâti en moyenne en plus de 100 ans. Vouloir le réhabiliter en quelques années est sans doute hors de portée. Le mieux peut être l'ennemi du bien et il faut viser l'efficacité.

Revenir à davantage de rationalité technique et économique est le souhait que l'on peut formuler à l'approche de l'ouverture des débats sur la LPEC et, bientôt, d'une nouvelle mandature européenne. ●